

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHELIN

12, rue Gustave Eiffel

CS 90424

37304 Joué-lès-Tours

Références : VAT20230524 / 2023 - 1039
Code AIOT : 0010000702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement MICHELIN implanté 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37304 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37304 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

– Situation de l'entreprise :

La société Michelin exploite une installation de fabrication de membranes en caoutchouc sur son site de Joué-lès-Tours. Cet établissement emploie 170 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20589 du 6 juillet 2018.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2661-1.a : transformation de polymères, par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 200 t/j (autorisation) ;
- 2662-2 : stockage de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant de 2 000 m³ (autorisation) ;
- 2663-2.b : stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères, lesdits produits n'étant pas à l'état alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant de 5 000 m³ (déclaration) ;
- 2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel), la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 17 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2921-b : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant de 1 600 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2925-1 : atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 600 kW (déclaration).

– Projets et investissements :

L'exploitant déclare qu'il prévoit d'installer une nouvelle machine de travail du caoutchouc fonctionnant pas injection. Il précise que ce projet n'aura pas d'influence sur les volumes maximaux d'activité autorisés par l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 au titre de la nomenclature ICPE. L'exploitant indique qu'il portera les nouvelles conditions d'exploitation de ses installations à la connaissance du Préfet d'Indre-et-Loire.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites des inspections précédentes ;
- action nationale : sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Vérification des	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018,	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations électriques	article 7.3.2			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Justificatifs des filières d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
8	Transport transfrontalier de déchets (intra Union européenne)	Règlement européen du 14/06/2016, article 18	/	Sans objet
10	Sprinklage – bâtiment 21	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1	/	Sans objet
15	Dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
16	Justificatifs à établir en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
17	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.3.1	/	Sans objet
19	VLE – rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.9.1	/	Sans objet
20	Surveillance complémentaire des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	rejetées			

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration incident/accident	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Procédures/Consignes	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Bordereau de suivi de déchets électronique	Code de l'environnement du 19/09/2023, article R. 541-45 I	/	Sans objet
11	Registre des prélèvements d'eau et liste des améliorations	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
12	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.2	/	Sans objet
13	Prélèvement d'eau maximal annuel	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.1	/	Sans objet
14	Prélèvement d'eau maximal horaire	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.2.4	/	Sans objet
18	Caractéristiques des rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident/accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Observations : <p><i>Observations du 17/01/2023 : Dans la nuit du 13 décembre 2022, un stockage d'huiles usagées conditionné en GRV a été manutentionné avec sa capacité de rétention à l'aide d'un chariot élévateur en vue d'une future élimination comme déchet (opération de pompage prévue).</i></p> <p><i>[...] Bien que l'évènement ait globalement été bien géré par l'exploitant, son information auprès des services d'inspection n'a été faite que le 5 janvier 2023, complété de différents échanges de courriels du même jour avec l'inspection.</i></p> <p><i>Constat du 17/01/2023 : L'exploitant doit veiller dorénavant à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</i></p> <p>L'exploitant présente la dernière version de son instruction intitulée "traiter les anomalies" : elle dispose qu'en cas de pollution de l'air, de l'eau ou du sol, qu'elle soit maîtrisée ou non, l'inspection des installations classées doit être informée sous 48 h.</p> <p>L'exploitant présente également ses fiches réflexes relatives aux actions à réaliser en cas de déversement accidentel survenant dans son établissement. Ces dernières mentionnent désormais de manière explicite que l'Inspection des installations classées doit être avertie sous 48 h en cas de survenue d'un tel évènement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédures/Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures/Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p>
Constats : <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Observations : <p><i>Observations du 17/01/2023 : Consécutivement à l'épandage accidentel d'huiles usagées au droit du sol de l'établissement, l'exploitant a clarifié et renforcé les procédures et les consignes de gestion. [...] En revanche, l'exploitant a indiqué que la procédure de gestion des déchets avant enlèvement, et notamment des huiles usagées conditionnées en GRV est en cours de réexamen. En attendant, une consigne interdisant tout déplacement est affichée sur les GRV de stockage d'huiles usagées (affichage constaté).</i></p> <p><i>Deux pistes sont envisagées par l'exploitant : soit une évacuation comme déchet de l'ensemble (huiles usagées + conditionnement, sans opération de pompage sur site), soit une adaptation des modes de stockage et de transport des huiles usagées (capacité de rétention équipée d'un dispositif d'insertion des fourches avec garde corps pour empêcher tout glissement de la rétention et du GRV en cas de déplacement pour pompage).</i></p> <p><i>Constat du 17/01/2023 : L'exploitant doit mettre à jour la consigne encadrant l'évacuation comme déchets des huiles usagées afin d'éviter tout accident d'épandage.</i></p> <p>L'exploitant présente ses consignes de gestion de ses huiles usagées mises à jour :</p> <ul style="list-style-type: none">- les huiles usagées ne sont plus pompées lors de leur expédition, les conteneurs de 1 m³ dans lesquels elles sont placées sont désormais directement évacués lors de l'expédition de ces déchets, le prestataire chargé de cette évacuation remplace les conteneurs évacués par des conteneurs vides ;- les conteneurs ne sont plus déplacés avec leur rétention afin d'éviter leur glissement et leur basculement. <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- les huiles usagées sont placées dans un conteneur de 1 m³ situé au sous-sol du bâtiment abritant les presses, une affichette précise que ce conteneur doit être déplacé sans sa rétention ;- le conteneur précité est placé sur une capacité de rétention métallique d'un volume de 1,1 m³ ;- présence d'un conteneur de 1 m³ vide, également associé à une capacité de rétention métallique de 1,1 m³, au niveau du quai d'expédition ("quai K"). L'exploitant déclare qu'il s'agit d'un conteneur "neuf", il sera déplacé au sous-sol du bâtiment abritant les presses lorsque le conteneur qui s'y trouve actuellement devra être évacué.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/01/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; [...] - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. - la procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <i>Observations du 17/01/2023 : Comme évoqué précédemment, il a été constaté la mise à jour des procédures d'intervention interne en cas de fuites/déversement de substances.</i> <i>Il a également été constaté l'existence d'une procédure d'alerte faisant apparaître des dispositions d'information des services d'inspection. Les services d'inspections ont néanmoins été informés tardivement (incident du 13 décembre, information du 5 janvier).</i> <i>Constat du 17/01/2023 : Les éléments de la procédure d'alerte doivent être précisés et mis à jour de sorte que les services d'inspection soient informés dans les meilleurs délais des accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</i> Voir point de contrôle n° 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <i>Observations du 17/01/2023 : Une vanne guillotine est située en bout de réseau, en aval du bassin de confinement de 2100 m3 et en amont du 3ème séparateur à hydrocarbures (sortie site). Cette vanne est équipée d'un double fonctionnement, à la fois automatique (3 postes de pilotage : au droit de la vanne, au niveau du local d'accueil et de gardiennage, ainsi qu'au niveau du local chaufferie), et manuel (pilotage au droit de la vanne). Comme évoqué précédemment (point de contrôles procédures/consignes), l'exploitant a mis en place une consigne de mise en œuvre de cet équipement (fiche réflexe PVA n° 13 bis). Cette consigne, qui a été examinée lors de cette inspection, sera prochainement affichée au droit de la vanne pour en faciliter la mise en œuvre.</i> <i>La mise en œuvre de la vanne guillotine a été testée le jour de l'inspection :</i> - La mise en œuvre automatique au droit de la vanne a fonctionné correctement sans appeler de remarque particulière. - En revanche, si la mise en œuvre manuelle semble fonctionner, il est à noter que le test a été interrompu du fait de la lenteur de la fermeture de la vanne. <i>Constat du 17/01/2023 : L'exploitant doit confirmer la possibilité de fermer manuellement la vanne guillotine située en bout de réseau, tout en précisant le temps requis par cette opération.</i> L'exploitant présente le rapport de l'essai de fermeture manuelle de la vanne d'isolement de son établissement réalisé début juillet 2023 : les photographies jointes démontrent que la vanne a été entièrement fermée, l'exploitant a relevé que le temps nécessaire pour fermer manuellement cette vanne s'élève à 13 minutes. Il s'agit d'un essai ponctuel réalisé afin de répondre au constat formulé lors de l'inspection du 17/01/2023. En outre, l'exploitant déclare qu'il réalise des essais de fiches réflexes au moins 10 dimanches par an et que ladite vanne est manipulée au moins une fois par an lors de ces essais. Il présente le rapport de l'exercice réalisé le 26/03/2023 qui mentionne que la vanne d'isolement a été fermée (sans précision de la méthode utilisée) et qui ne mentionne pas de difficulté particulière liée à cette opération. L'inspection des installations classées précise qu'il serait utile que l'exploitant améliore la traçabilité des essais périodiques de sa vanne d'isolement et consigne sur un rapport d'essai la date, les actions réalisées, les modes de fermeture testés et une conclusion quant à la conformité de l'essai.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Justificatifs des filières d'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Justificatifs des filières d'élimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/01/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.
Constats : L'exploitant ne s'assure pas systématiquement qu'il remet ses déchets à une personne autorisée à les prendre en charge.
Observations : <i>Observations du 17/01/2023 : Si l'exploitant a présenté l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société SARP OSIS, il n'a pas été en mesure de présenter le justificatif de l'autorisation de la société SOA.</i> <i>Constat du 17/01/2023 : L'exploitant doit pouvoir justifier avoir recours à des filières régulièrement autorisées pour l'élimination des déchets produits par son établissement (le justificatif de la société SOA n'a pas été présenté).</i> L'exploitant présente l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire autorisant la société SOA à admettre dans son installation les huiles usagées (installation soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE (transit, regroupement ou tri de déchet dangereux)). Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter le récépissé autorisant la société à laquelle il a remis ces déchets, à les transporter.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle

[...];

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

Constats :

Le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant n'est pas tenu de manière chronologique et comporte des lacunes.

Observations :

Observations du 29/07/2021 : Plusieurs anomalies ont été relevées à l'examen du registre de gestion des déchets et des bordereaux d'élimination, notamment concernant l'enlèvement de 73 kg de piles/batteries du 6 avril 2021 (bordereau n° S621E040052) :

Au niveau du registre :

- deux codes de la nomenclature déchets sont associés à cet enlèvement (16 06 01* et 16 06 03*) alors qu'un seul correspondant précisément au déchet enlevé est requis (l'examen du bordereau permet de confirmer qu'il s'agissait de piles contenant du mercure associées au code de la nomenclature déchets 16 06 03*) ;
- la dénomination du déchet concerné par l'enlèvement n'est pas indiqué ;
- la société PAPREC est associée à l'étape d'élimination du déchet alors qu'elle n'assure en réalité que le traitement de déchets non dangereux, l'étape de stockage intermédiaire ayant été réalisée dans le cas présent par la société ASTRHUL (code R13 correctement renseigné) et l'élimination finale ayant été réalisée par la société COREPILE (code R4 en revanche mal renseigné) ;
- l'étape d'élimination apparaissant au sein du registre est de type R5 (recyclage et récupération de matières inorganiques autres que les métaux et leurs composés) alors que le bordereau fait apparaître une élimination de type R4 (recyclage et récupération de métaux et de composés métalliques) Le bordereau s'est en revanche avéré correctement renseigné.

Constat du 29/07/2021 : NC6 - Le registre de gestion des déchets présenté n'est pas correctement renseigné et ne comporte pas toutes les informations requises.

Examen du registre des déchets sortants tenu par l'exploitant au titre de l'année 2023 :

- ce registre n'est pas tenu de manière chronologique (il comporte une entrée par type de déchets et des quantités mensuelles expédiées au lieu de comporter une entrée par expédition de déchet) ;
- absence de la date d'expédition des déchets (seul le mois est indiqué) ;
- il ne précise pas s'il s'agit de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- l'exploitant a expédié des déchets de nappes métalliques (07 02 99) vers les Pays-Bas et vers le Luxembourg (respectivement 24,5 t et 94,9 t au total en 2023), or les informations relatives au transport transfrontalier de déchets sont absentes du registre (le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006, informations liées à la Convention de Bâle) ;
- l'exploitant a expédié au total 21,964 t de déchets de déshuileur 13 05 07* en 2023, le numéro du bordereau de suivi des déchets n'est indiqué que dans un commentaire ce qui rend la recherche de cette information difficile ;
- absence de l'adresse de l'établissement et des informations concernant le producteur initial des déchets (SIRET, adresse) ;
- absence des informations concernant les transporteurs des déchets (SIRET, adresse, numéro de récépissé de transport) ;
- en ce qui concerne les établissements vers lesquels les déchets sont expédiés, le registre contient généralement leurs noms et adresses, toutefois leurs numéros de SIRET sont absents. En outre, les informations ne sont pas systématiquement précisées (exemples : absence d'information pour déchets de déshuileur 13 05 07* précités et pour les emballages non souillés (6,51 t de papiers et cartons 20 01 01 expédiés en 2023)) ;
- le code du traitement opéré par l'installation réceptrice n'est pas systématiquement renseigné (exemples : absence d'information pour déchets de déshuileur 13 05 07* précités et pour les emballages non souillés 20 01 01 précités)) ;
- absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bordereau de suivi de déchets électronique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2023, article R. 541-45 I

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes

Prescription contrôlée :

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

Pas de non-respect constaté.

Observations : L'exploitant présente le bordereau de suivi des déchets dangereux (BSD) relatif à l'expédition de deux conteneurs de 1 m ³ d'huiles usagées le 18/01/2023. Ce BSD est complet et a été établi via la plateforme Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Transport transfrontalier de déchets (intra Union européenne)

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes
Prescription contrôlée : [...] Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question. [...]
Constats : L'exploitant ne s'assure pas que les documents figurants à l'annexe VII du règlement européen 1013/2006 sont dûment complétés pour chacun des déchets qu'il expédie dans un autre pays de l'Union européenne.
Observations : L'exploitant présente le document figurant à l'annexe VII du règlement européen 1013/2006 accompagnant une expédition de déchets de nappes métalliques (07 02 99) vers le Luxembourg : ce document est incomplet (les informations concernant le destinataire et sa signature sont manquants).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes
Prescription contrôlée : [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par des défauts non résorbés et sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.
Observations : <i>Observations du 29/07/2021 : La dernière vérification des installations électriques a eu lieu du 5 janvier 2021 au 28 janvier 2021. Cette dernière a été réalisée par la société DEKRA. Il a été détecté plusieurs anomalies électriques à cette occasion sur les différents bâtiments de l'établissement sans que l'exploitant soit en mesure de justifier de l'absence de risques d'incendie et d'explosion. Les certificats Q18 correspondant à chaque bâtiment n'ont par ailleurs pas été présentés.</i>

Ces anomalies sont corrigées en interne lorsque c'est possible, par l'intermédiaire d'une entreprise extérieure autrement. Un fichier informatique permet de suivre l'avancement des travaux réalisés et de la levée progressive des anomalies constatées. Si toutes les interventions ont été planifiées, toutes n'ont pas encore été réalisées.

Constat du 29/07/2021 : NC1 - Les installations électriques de l'établissement présentent des anomalies sans que l'exploitant soit en mesure de justifier l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant présente les rapports des vérifications périodiques de ses installations électriques réalisées, pour chaque bâtiment, par un organisme accrédité COFRAC du 01/02/2023 au 17/02/2023 : 66 défauts sont signalés au total, dont 21 ont déjà été relevés lors des précédentes vérifications.

De plus, l'exploitant présente les attestations Q18 établies suite à ces vérifications : elles indiquent que les installations électriques de trois des bâtiments de l'établissement sont susceptibles d'entraîner un incendie ou une explosion en raison de la présence de 3 défauts majeurs, dont un a déjà été relevé lors des précédentes vérifications.

En outre l'inspection des installations classées relève que les attestations Q18 présentées par l'exploitant ne précisent pas explicitement à quelle partie de l'établissement elles s'appliquent.

Par ailleurs, l'exploitant présente le rapport du contrôle par thermographie de ses installations électriques réalisé par le même organisme du 20/02/2023 au 28/02/2023, accompagné de l'attestation Q19 afférente : 12 anomalies sont signalées, dont 2 nécessitent une correction immédiate, 9 une correction sous 2 mois, et une doit être corrigée lors de la prochaine coupure de l'installation haute tension.

L'exploitant présente les modalités de suivi desdites déficiences :

- 63 défauts relevés dans les rapports de vérification précités (trois sont manquants) et 12 anomalies relevées lors du contrôle thermographique font l'objet d'un plan d'action ;
- ce plan d'action précise, pour chaque déficence, une échéance de traitement établie en fonction du niveau de priorité indiqué dans les rapports de contrôle ;
- les dates de traitement des défauts résorbés y sont reportées ;
- par sondage, un des trois défauts susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion apparaît comme ayant été traité le 13/07/2023, l'exploitant s'engage à résorber rapidement les deux autres défauts ;
- par sondage, les anomalies prioritaires relevées lors du contrôle thermographique sont indiquées comme ayant été traitées. Toutefois l'échéance retenue par l'exploitant concernant les 9 anomalies à traiter sous deux mois est incompatible avec ce délai (le plan d'action indique qu'elles seront traitées d'ici la fin de l'année 2023 alors qu'elles auraient dû faire l'objet d'une action corrective avant fin avril 2023).

Visite de l'installation - vérification par sondage de l'action corrective réalisée en ce qui concerne le défaut susceptible d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion indiqué comme étant corrigé : le disjoncteur différentiel indiqué comme étant défectueux a été remplacé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Sprinklage – bâtiment 21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes
Prescription contrôlée : Les bâtiments [...] sont équipés d'un système d'extinction automatique dont les caractéristiques minimales sont les suivantes : [...] Bât 21 – Atelier OCA : [...] Température de déclenchement : 68°C [...].
Constats : La température de déclenchement du sprinklage du bâtiment n° 21 est réglée à 93 °C au lieu de 68 °C.
Observations : <i>Observations du 29/07/2021: Le bâtiment n° 21 est effectivement équipé d'un système de sprinklage. Néanmoins, la température de déclenchement des capteurs est réglée à 93 °C et non à 68 °C comme le prévoient les dispositions de l'article 7.3.1.1.1 ci-contre. Le sprinklage ne s'est pas déclenché lors de l'incendie.</i> <i>L'exploitant a précisé que le choix fait en interne se base sur les règles NFPA, références en terme de suivi par les assureurs de l'établissement par rapport à la nature des activités exercées.</i> <i>L'exploitant a également précisé que de par la configuration de l'atelier au sein du bâtiment n° 21, les machines de production, en particulier dans les zones de cuisson et d'étuvage, libèrent des vapeurs chaudes dont les calories peuvent s'accumuler en partie haute du bâtiment engendrant potentiellement un dépassement de la température de déclenchement attendue de 68 °C en plafond, surtout en période estivale.</i> <i>Constat du 29/07/2021 : NC 4 - La température de déclenchement du sprinklage du bâtiment n° 21 est réglée à 93 °C au lieu de 68 °C.</i> L'exploitant a transmis au préfet d'Indre-et-Loire, par courrier du 21/01/2021, un porter à connaissance sollicitant notamment la modification de la température de déclenchement du sprinklage du bâtiment 21 de son établissement. Le constat est maintenu dans l'attente de la fin de l'instruction du porter à connaissance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Registre des prélèvements d'eau et liste des améliorations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. [...] Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; [...] 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier

2018.
III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'arrêté ministériel du 30/06/2023 a été publié au journal officiel de la République Française le 05/07/2023, il est donc entré en vigueur le 06/07/2023. L'exploitant est soumis à autorisation et est autorisé à prélever un maximum de 60 000 m ³ /an d'eau, il a prélevé 28 552 m ³ en 2022 et 16 103 m ³ à fin août en ce qui concerne l'année 2023. Il est donc soumis aux dispositions dudit arrêté ministériel. L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"> - la liste et un plan sur lesquels figurent les milieux et les points de prélèvement et de rejet, les volumes d'eau prélevés et rejetés au niveau desdits points, ainsi que les volumes d'eau consommés par installation. Les codes des masses d'eau associées aux points de prélèvement et de rejet d'eau ne sont toutefois pas précisés, l'inspection précise que ce complément doit être apporté par l'exploitant avant le 06/10/2023 (fin du délai de trois mois fixé par l'arrêté ministériel du 30/06/2023) ; - les synthèses annuelles et mensuelles de ses prélèvements d'eau en ce qui concerne les années 2018 à 2023 ; - la liste des améliorations qu'il a mises en place afin de réduire ses prélèvements d'eau depuis 2018, ainsi que les actions qu'il prévoit de mettre en place afin d'atteindre en 2030 l'objectif d'une réduction de 50 % de ses prélèvements par rapport à la moyenne des prélèvements des années 2018 à 2021. Visite de l'installation - vérification par sondage de la mise en œuvre des améliorations mises en place afin de réduire ses prélèvements d'eau : <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un dispositif d'osmose inverse (deux osmoseurs fonctionnant en permutation / secours) dans le bâtiment des chaudières (ce dispositif permet d'améliorer la qualité de l'eau utilisée et ainsi d'optimiser les purges qui engendrent une consommation d'eau) ; - présence de calorifuge au niveau des chambres de pressage des presses n° 506 à 508 examinées par sondage (permet de réduire l'évaporation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines [...] sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé chaque semaine. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le tableau sur lequel les prélèvements journaliers de ses

forages sont reportés. Il précise que ses forages (deux installations dénommées forage n° 3 et forage n° 4) sont munis de dispositifs permettant de relever automatiquement ses prélèvements.
Visite du forage n° 4 : présence sur la conduite de refoulement d'un débitmètre électromagnétique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prélèvement d'eau maximal annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : - origine de la ressource : eau souterraine [...] ; prélèvement maximal annuel : 60 000 m ³ [...].
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen des synthèses annuelles et mensuelles des prélèvements d'eau de l'exploitant en ce qui concerne les années 2017 à 2023 : sur cette période le prélèvement maximal est celui de l'année 2017, il s'élève à 35 456 m ³ . La consommation annuelle de l'année 2022 s'élevant à 28 552 m ³ , l'exploitant a réduit ses prélèvements d'eau de 19,5 % depuis le 01/01/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prélèvement d'eau maximal horaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : [...] Nature de l'installation : 2 forages [...] ; Volume autorisé : 7 m ³ /h [...].
Constats : La prescription examinée est inadaptée en ce qu'elle prend pour référence, au regard de la rubrique 1.3.1.0 de la nomenclature IOTA, le débit horaire moyen journalier prélevé par l'exploitant et non la capacité des pompes de forage.
Observations : L'exploitant déclare que la capacité des pompes de ses deux forage s'élève à 140 m ³ /h. C'est cette capacité qui doit être prise en compte pour le positionnement au regard de la rubrique 1.3.1.0 de la nomenclature IOTA (loi sur l'eau). Après vérification complémentaire, l'arrêté préfectoral n° 17907 du 30 mai 2006, qui s'appliquait auparavant aux installations de l'exploitant, précise que la capacité des pompes de forage est de 140 m ³ /h. L'exploitant bénéficie donc de l'antériorité et la prescription examinée est inadaptée en ce qu'elle prend pour référence, au regard de la rubrique 1.3.1.0 de la nomenclature IOTA, le débit

horaire moyen journalier prélevé par l'exploitant et non la capacité des pompes de forage.
<p>Visite du forage n° 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le forage est abrité des intempéries par un bâtiment ; - la tête de forage est protégée (capotage et margelle en béton permettant d'éviter les déversements) ; - présence d'un clapet anti-retour sur le refoulement de la pompe. L'exploitant précise que la pompe du forage est également équipée d'un dispositif anti-retour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Dispositions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de</p>

son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

~~Pas de non respect constaté.~~ L'exploitant n'ayant pas déterminé le volume de référence auquel les réductions de prélèvement d'eau s'appliquent, il n'est pas en mesure de démontrer que ses prélèvements journaliers d'eau ont été réduits de 10 % par rapport au dit volume de référence.

Observations : L'exploitant a connaissance de la parution de l'arrêté préfectoral du 15/09/2023, portant limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau, en vigueur le jour de l'inspection. Le bassin versant du Cher, sur lequel se situe l'établissement est placé au niveau de gravité alerte renforcée. Le service en charge de la police de l'eau confirme par ailleurs que l'arrêté préfectoral précité est applicable aux prélèvements dans la nappe du Cénomanien.

En outre, l'exploitant n'a pas réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 01/01/2018 (cf. point de contrôle n° 13), n'utilise pas au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à ses prélèvements et n'exerce pas une activité décrite au 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Les dispositions de l'article 2 de cet arrêté ministériel lui sont donc applicables.

Examen des éléments présentés par l'exploitant pour justifier du respect des réductions de prélèvement d'eau requises en alerte renforcée : l'exploitant n'a pas déterminé le volume de référence auquel s'applique ladite réduction, en l'absence de cette donnée l'exploitant ne peut pas justifier que ses prélèvements journaliers d'eau ont été réduits de 10 % par rapport audit volume de référence.

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit transmettre les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours au plus tard chaque mercredi. L'arrêté préfectoral plaçant le bassin versant du Cher en alerte renforcée datant du 15/09/2023, **il doit réaliser cette déclaration au plus tard le 20/09/2023.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Justificatifs à établir en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

[...] 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

<p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 [...].</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas déterminé le volume de référence auquel les réductions de prélèvement d'eau s'appliquent.</p>
<p>Observations : L'exploitant n'a pas déterminé le volume de référence mentionné au II de l'article 2, n'a pas réduit ses prélèvements d'eau d'au moins 20 % depuis le 01/01/2018 et n'utilise pas au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à ses prélèvements (cf. point de contrôle n° 15).</p> <p>L'exploitant présente les affichages qu'il a mis en place afin de sensibiliser son personnel au bon usage et aux économies d'eau (affichage sur des écrans d'information informant de la situation du site vis-à-vis de la sécheresse, signalétique incitant aux économies d'eau répartie dans l'installation).</p> <p>Les prélèvements journaliers présentés par l'exploitant ne détaillent pas les usages décrits au 2° de l'article 4-I de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 (non obligatoire).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 17 : Surveillance des eaux rejetées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paramètres : MES, DCO, DBO5, azote global, phosphore total, hydrocarbures totaux ; - type de suivi : ponctuel sur 24h ; - périodicité de la mesure : trimestrielle [...].
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne procède pas au suivi des hydrocarbures totaux (coupe C5-C40) dans ses effluents liquides (il a procédé au suivi de l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40)).</p>
<p>Observations : Examen du rapport, daté du 03/07/2023, des analyses des eaux rejetées au point n° 2 (eaux industrielles et eaux pluviales) réalisées par un organisme accrédité COFRAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les paramètres MES, DCO, DBO5, azote global et phosphore total ont été mesurés ; - l'exploitant a fait analyser l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40) et non les hydrocarbures totaux (coupe C5-C40) ; - le rapport précise que le suivi a été réalisé au moyen d'un prélèvement ponctuel sur 24 h ; - l'exploitant déclare que le dernier prélèvement a été réalisé le 07/09/2023 (les analyses sont en cours).
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 18 : Caractéristiques des rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent [...] respecter les caractéristiques suivantes ; - température : inférieure à 30°C ; - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) [...].
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen du rapport, daté du 03/07/2023, des analyses des eaux rejetées au point n° 2 réalisées par un organisme accrédité COFRAC : les conditions de rejet prescrites en température et en pH sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : VLE – rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse
Prescription contrôlée : [...] - MES : concentration moyenne journalière : 30 mg/l ; flux maximal journalier 1 kg/j ; - DCO : concentration moyenne journalière : 150 mg/l ; flux maximal journalier 2 kg/j ; - DBO5 : concentration moyenne journalière : 100 mg/l ; flux maximal journalier 0,5 kg/j ; - Azote global : concentration moyenne journalière : 30 mg/l ; flux maximal journalier 0,2 kg/j ; - Phosphore total : concentration moyenne journalière : 10 mg/l ; flux maximal journalier 0,05 kg/j ; - Hydrocarbure totaux : concentration moyenne journalière : 10 mg/l ; flux maximal journalier 0,02 kg/j ;
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte les valeurs limites d'émission en flux prescrites.
Observations : Examen du rapport, daté du 03/07/2023, des analyses des eaux rejetées au point n° 2 réalisées par un organisme accrédité COFRAC : - absence de mesure des flux de polluants rejetés ; - les valeurs limite d'émission en concentration prescrites sont respectées (pour le paramètre HCT, l'écart important entre la mesure de l'indice hydrocarbure et la valeur limite d'émission prescrite permet de s'assurer du respect de cette dernière).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Surveillance complémentaire des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale : sécheresse

Prescription contrôlée : - Substance : MES, DCO, Zinc, azote global, Nonylphenols, Tert-octylphénols ; - périodicité : 4 analyses minimum par an ; - durée de chaque prélèvement : 24h représentatives du fonctionnement de l'installation ; - limite de quantification à atteindre par le laboratoire : [respectivement] 2 mg/l, 30 mg/l, 10 µg/l, 0,05 µg/l, 0,1 µg/l.
Constats : La limite de quantification du paramètre nonylphenols est supérieure à la limite de quantification maximale prescrite.
Observations : Examen du rapport des analyses complémentaires des eaux rejetées au point n° 2 réalisées par un organisme accrédité COFRAC (prélèvement réalisé en juin 2023) : - le prochain prélèvement est prévu du 26 au 27/09/2023 ; - le suivi réalisé au moyen d'un prélèvement ponctuel sur 24 h ; - les limites de quantification des paramètres MES, DCO, zinc, azote global et tert-octylphénols sont inférieures ou égales aux limites de quantification maximales prescrites. Toutefois, la limite de quantification du paramètre nonylphenols (0,1 µg/l) est supérieure à la limite de quantification maximale prescrite (0,05 µg/l).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet